



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 37 – 17 JUIN 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AIRBUS DEVOILE
SES AMBITIONS
AFRICAINES

CAMEROUN :
LE NOUVEAU DIRECTEUR
DE L'AFD ANNONCE LA
SIGNATURE DU 3^{EME}
CONTRAT DE
DEVELOPPEMENT ET DE
DESENDETTEMENT

MALI :
LA FRANCE ET L'UE
APPORTENT UN APPUI
DE 38 M EUR A
L'ELECTRIFICATION
RURALE

ANGOLA :
REPRISE DES
EXPORTATIONS DE
BANANES VERS
L'EUROPE

AFRIQUE DU SUD :
VISITE DU
REPRESENTANT SPECIAL
DU PRESIDENT FRANÇAIS
POUR LE PARTENARIAT
NUCLEAIRE
FRANCO/SUD-AFRICAIN

NAMIBIE :
AREVA VEUT VENDRE
SON USINE DE
DESSALEMENT D'EAU
AU GOUVERNEMENT

MAURICE,
5^{EME} PAYS LE PLUS
ATTRACTIF EN AFRIQUE
SELON
ERNST & YOUNG

COTE D'IVOIRE :
HAUSSE DE 14% DU
CHIFFRE D'AFFAIRES DE
LA COMPAGNIE
IVOIRIENNE
D'ELECTRICITE, FILIALE
D'ERANOVE

GHANA :
APPEL A
MANIFESTATION
D'INTERET POUR
L'INSTAURATION
D'UNE COMPAGNIE
AERIENNE NATIONALE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Soudan : réinscription du Soudan sur la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme**

Le 2 juin, les Etats-Unis ont réinscrit le Soudan sur leur liste annuelle des Etats soutenant le terrorisme. L'Iran et la Syrie y figurent également. Les Etats-Unis indiquent que des éléments de groupes liés à Al Qaida et à ISIS seraient restés actifs au Soudan en 2015. Cela ne facilitera pas une détente entre les deux pays, dont l'enjeu majeur est un allègement des sanctions économiques contre le Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : demande d'admission à l'Organisation mondiale du commerce**

Le Soudan vient de réactiver sa demande d'admission à l'Organisation mondiale du commerce. La première demande avait été faite en 1994 puis arrêtée depuis 2004.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Somalie : inauguration de la plus grande ambassade de Turquie en Afrique**

Dernière étape de sa tournée en Afrique de l'Est, le président Turc Recep Tayyip Erdoğan s'est rendu en Somalie le 3 juin afin de procéder à l'inauguration de la plus grande ambassade de Turquie en Afrique. Il a également lancé des projets financés par la Turquie, notamment la construction de centres de santé.

✉ dior.delaveille-mackongo@diplomatie.gouv.fr

▼ **Marriott International annonce la construction de 93 hôtels en Afrique et au Moyen Orient d'ici 2025**

Déjà présent en Zambie, au Nigeria, en Namibie, au Malawi, en Ouganda, en Tanzanie et au Ghana, la société Marriott International poursuit son expansion en Afrique en annonçant l'ouverture, courant 2018, de son premier hôtel au Botswana. Ce projet s'inscrit dans le plan d'expansion du groupe, qui conduira, d'ici fin 2025, à la construction de 93 hôtels en Afrique et au Moyen Orient. D'ici la fin de l'année 2016, 17 nouveaux hôtels (3 000 chambres) dont 10 en Afrique (1 600 chambres) devraient déjà y ouvrir leurs portes.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **La BOAD lève 750 M USD sur les marchés internationaux**

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) vient de compléter avec succès son premier emprunt obligataire sur les marchés internationaux. L'opération a permis de mobiliser 750 M USD. Cet eurobond est d'une maturité de cinq ans, assorti d'un coupon de 5,50 % par an, légèrement supérieur à celui du premier eurobond du *Nigerian Africa Finance Corporation* qui avait levé en mai 2015 le même montant à 4,375 %. L'opération a été arrangée par le Français BNP Paribas, l'Allemand Deutsche Bank, l'Américain J.P. Morgan et le Britannique Standard Bank. La BOAD est notée « BBB » et « Baa1 » respectivement par les agences Fitch et Moody's.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Tanzanie : augmentation des projets d'investissement

Le *Tanzania investment center* (TIC) a annoncé une augmentation du nombre et de la valeur des projets d'investissement enregistrés sur les 6 derniers mois. Il a ainsi dénombré 551 projets évalués à près de 9,2 Mds USD, contre 458 projets estimés à 5,7 Mds sur la même période en 2015. Sur ce total, 42 % sont le fait de groupes tanzaniens, 39 % sont des investissements étrangers et 19 % des projets en joint-ventures. Ces statistiques ont été communiquées en réponse à un article de l'hebdomadaire *The Economist* qualifiant la politique du président Magufuli d'« impulsive » et l'accusant d'être à l'origine d'une perte d'attractivité du pays. La Tanzanie s'est positionnée au 139^{ème} rang du *Doing Business Report 2016* (sur 189 pays), soit une progression d'une place par rapport à 2015.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : les agences de notation offrent davantage de temps aux autorités mais maintiennent la pression sur les décisions de politique économique

Conformément aux attentes des marchés, les agences de notation Standard & Poor's et Fitch ont maintenu début juin leur note souveraine à BBB-, à un cran au-dessus de la catégorie spéculative, tout en conservant leur perspective associée, respectivement négative et stable. Si ce statu quo offre davantage de temps aux autorités pour répondre aux défis de l'économie, la pression sur les décisions de politique économique n'en reste pas moins forte, en particulier s'agissant de l'adoption de réformes de gouvernance des entreprises publiques et du maintien de l'orientation restrictive de la politique budgétaire.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : forte contraction du PIB au T1 2016 à -1,2 % en rythme trimestriel annualisé

Les données préliminaires de la croissance au 1^{er} trimestre 2016 font état d'une importante contraction du PIB de -1,2 %, en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières, un résultat nettement en-deçà des attentes du marché (-0,1 %), et ce, après deux trimestres déjà peu dynamiques (+0,4 % au T4 2015, +0,3 % au T3). En glissement annuel, la croissance sur le trimestre s'établit à -0,2 % au T1 2016, en ralentissement régulier depuis 4 trimestres consécutifs. Ces données confirment le scénario d'une faible croissance en 2016, attendue jusqu'à nouvel ordre à 0,6 % par le FMI et le *National Treasury*.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : accélération du taux d'inflation pour le 12^{ème} mois consécutif à 18,3 % en g.a en mai

En accélération continue depuis 12 mois, le taux d'inflation en mai s'est établi à +18,3 % en g.a après +17,3 % en avril, un point haut historique. Cette nouvelle accélération des prix résulte de l'envolée des prix alimentaires, des hausses des tarifs administrés et de la dépréciation rapide du metical à l'égard du dollar (-21,5 % depuis janvier). Estimé à 6 % en moyenne sur l'année par le FMI dans ses prévisions d'avril, le taux d'inflation devrait s'établir à un seuil nettement supérieur, celui-ci atteignant sur les 5 premiers mois de l'année 14,3 % contre 2,5 % à la même période l'an passé, appelant à une poursuite du resserrement monétaire.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : fort recul de l'excédent commercial en 2015

Si la balance commerciale de l'Angola est restée positive en 2015, l'excédent s'est bien réduit par rapport à 2014 (-34 %). Ce repli résulte de la baisse plus rapide des exportations (-31,8 %), avec des exportations pétrolières en chute libre, par rapport à celle des importations (-29,4 %), notamment en biens alimentaires du fait de mesures protectionnistes à l'importation (volonté de diminuer les importations pour favoriser la production locale). Les principaux postes d'exportation ont été le pétrole (96,8 % du total) et le poste « perles, métaux précieux et bijoux » (3 % du total). Les importations ont concerné les machines, équipements et appareils, métaux, produits agricoles, véhicules, produits chimiques et biens alimentaires.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : le commerce avec les Etats-Unis en chute libre

Selon la Chambre de commerce bilatérale, le commerce entre les deux pays a accusé en 2015 un repli de 78 % par rapport à 2008, année record, passant de 20 Mds USD à 3,9 Mds USD. Il est essentiellement composé, côté angolais, d'exportations de pétrole et d'importations d'avions, de machines, d'équipements pour le secteur pétrolier, de poulets, de produits métalliques et en acier. Constant 3^{ème} partenaire économique des Etats-Unis en Afrique derrière le Nigéria et l'Afrique du Sud, l'Angola devrait renforcer cette place avec la livraison au premier trimestre 2017 de 100 locomotives par General Electric dont le financement est en discussion entre l'entreprise et des institutions financières étrangères.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Etat nigérian récupère 600 M USD de fonds détournés sur un total de 10 Mds USD d'actifs gelés

Le gouvernement nigérian vient de publier un rapport indiquant que 10 Mds USD de fonds détournés ont été identifiés depuis que Muhammadu Buhari a pris le pouvoir en mai 2015. Sur cette somme, seuls 600 M USD ont effectivement été récupérés par l'Etat nigérian, le reste restant gelés dans l'attente de diverses décisions de justice. Ainsi, comme l'indique le co-fondateur de BudgIT, Oluseun Onigbinde, cité par le *Financial Times*, ces 10 Mds USD ne peuvent être considérés comme « recouverts » par l'Etat nigérian. Par ailleurs, environ 330 M USD attendent d'être rapatriés de juridictions étrangères, notamment du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la Suisse.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'inflation atteint 15,6 % en mai 2016

En glissement annuel, la hausse des prix s'est établie à 15,6 % en mai 2016, contre 13,7 % en avril. L'inflation sous-jacente a atteint 15,1 %, tirée par la hausse des prix de l'électricité et des carburants, tandis que l'inflation alimentaire a progressé à 14,9 %, avec une augmentation de 18,6 % des prix des aliments importés. Pour enrayer les pressions inflationnistes, la Banque centrale du Nigéria avait déjà augmenté son taux directeur en mars dernier, une mesure insuffisante pour juguler l'inflation.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : la Banque centrale révisé à la baisse sa prévision de taux de croissance**

La Banque centrale du Congo (BCC) a annoncé vendredi 3 juin 2016 au cours de la réunion du Comité de politique monétaire, une révision de ses prévisions de croissance économique du PIB de 6,6 % à 5,3 % pour l'année 2016. Une estimation bien en-dessous de celle de la Banque mondiale (BM) et de la Banque africaine de développement (BAfD), mais proche des prévisions du Fonds monétaire international (FMI). La BCC explique cette révision par son analyse de l'évolution de la situation économique et financière au plan international et national.

✉ christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : l'agence de notation Fitch maintient sa note B+ avec des perspectives stables**

Fitch maintient la note B+ qu'elle avait attribuée aux émissions obligataires à long terme en monnaie étrangère et locale de la Côte d'Ivoire en décembre 2015. L'agence justifie cette notation par la bonne orientation du cadre macroéconomique du pays (croissance moyenne du PIB supérieur à 8 % ces dernières années, inflation et déficits budgétaires contenus) et le retour à la stabilité politique. La Côte d'Ivoire devrait maintenir ce cap au cours des prochaines années, a estimé l'agence. Le pays demeure dans la catégorie spéculative du fait de fondamentaux structurels encore fragiles, comme la faiblesse du PIB par habitant et celle des indicateurs financiers et de développement humain.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Maurice : 5^{ème} pays le plus attractif en Afrique selon Ernst & Young

Selon le rapport Attractivité de l'Afrique en 2016 publié par le cabinet Ernst & Young, Maurice est le 5^{ème} pays le plus attractif pour les investisseurs en Afrique, après l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Egypte et le Kenya. Cette étude prend en compte les progrès réalisés par les pays évalués dans les domaines de la gouvernance, des infrastructures, du développement humain ainsi que leur résilience vis-à-vis des pressions macro-économiques internationales. Pour 2016, l'agence de promotion des investissements à Maurice (BOI) table sur un volume d'IDE de 300 M EUR (hors activité off-shore), à comparer avec des montants de 352 M EUR en 2014 et de 240 M EUR en 2015.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : des prix sous surveillance

Un décret présidentiel du 30 mai 2016 intègre 32 nouveaux produits et services de base, à l'instar notamment du riz, du lait, du pain, du sucre, de la viande, du poisson, du sel, des pommes de terre, des tomates, oignons, de la farine, de l'huile, des tarifs de transport, à la liste, établie le 15 février dernier, des produits dont les prix sont désormais sous surveillance. Cette mesure vise à contenir la spéculation sur ces prix suite aux dévaluations successives pour stopper la volatilité de la monnaie locale, dans un pays caractérisé par une inflation importée forte. Le décret de février donnait compétence à l'Etat pour fixer le prix du gaz, du pétrole destiné à l'éclairage, de l'eau, de l'électricité et des tarifs des transports publics urbains.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : prêt de 300 M USD de la Banque mondiale pour le secteur des transports**

La Banque mondiale vient d'approuver un prêt de 300 M USD pour l'amélioration des systèmes de transports en Ethiopie. Le projet comporte trois volets : i) gestion du trafic et sécurité routière à Addis-Abeba (190,1 M USD), ii) amélioration de la planification urbaine et des systèmes de transports (2,8 M USD), iii) sécurité routière au plan national et renforcement institutionnel des agences fédérales (107,1 M USD). L'objectif de ce programme est double : réduire le taux de mortalité routière (l'Ethiopie occupe la 8^{ème} position en Afrique en termes d'accidents routiers), et gérer plus efficacement l'urbanisation rapide des grandes villes, en particulier de la capitale.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : signature d'un contrat pour la construction d'une ligne de transmission entre TATA et EEP**

Ethiopian electric power (EEP) a signé un contrat clé en main de 116 M EUR avec la société indienne TATA pour la construction d'une nouvelle ligne de transmission électrique. D'une longueur de 403 km, cette ligne reliera les sous-stations de Bahir Dar II, Woldiya II, et Kombolcha III, et devrait être achevée dans 18 mois. Un prêt de l'*Exim Bank of China* financera les travaux à hauteur de 77 %, les 23 % restant étant couverts par le gouvernement éthiopien. L'objectif des autorités est de disposer de 21 728 km de lignes de distribution d'ici 2020, contre 12 825 km en 2015.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : signature d'un accord avec la Corée du Sud pour la construction d'une université à Konza City**

Lors de la visite de la présidente sud-coréenne Park Geun-hye au Kenya, un accord a été signé entre les deux pays pour la construction d'une université sur le modèle du *Korean Advanced Institute of Science and Technology* (Kaist) dans la ville nouvelle de Konza City. Le Kaist est un institut de recherche réputé qui a permis à la Corée du Sud de s'imposer dans le secteur des nouvelles technologies et de l'innovation. Le Kenya, à travers la vision 2030, souhaite devenir un leader dans ces secteurs. Le projet de smart city à Konza City, qui doit accueillir des centres de recherche, des universités, des entreprises, des habitations et des bureaux, s'inscrit dans cette perspective.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : accord de principe du FMI sur la mise en place d'un programme FEC**

La mission du FMI à Tananarive s'est conclue le 8 juin par l'annonce d'un accord de principe pour un programme triennal (2016-2019) adossé à une Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 310 M USD. Les autorités malgaches s'engagent à effectuer plusieurs actions préalables, dont une hausse moyenne de 15 % des tarifs de l'électricité et l'adoption d'une loi de finances rectificative prévoyant des coupes de 34 M USD dans le budget 2016 et de deux lois anti-corruption. Par ailleurs, les bailleurs de fonds ont été sollicités pour combler un besoin de financement résiduel de 45 M USD sur 2016. Le conseil d'administration du FMI examinera le 29 juillet cette demande d'appui, qui était en discussion depuis fin 2014.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : programme de développement communal inclusif et de décentralisation**

Initié par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation à travers le Fonds de développement local, le Programme de développement communal inclusif et de décentralisation (PDCID) est cofinancé par la coopération allemande sous la forme d'un don de 11 M EUR et par le gouvernement de Madagascar pour un montant de 0,55 M EUR. Le PDCID vise le développement des infrastructures socioéconomiques de base et le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs locaux dans 29 communes des régions de Boeny et Diana. La première phase du projet (55 mois), prévoit de construire ou de réhabiliter 150 km de pistes rurales et 42 écoles. Une deuxième phase est également prévue.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : projet de formation à distance**

Sélectionné à la suite d'un appel à projets lancé par l'AFD et l'Agence universitaire de la Francophonie, le projet « Formation à distance des enseignants du primaire » bénéficiera d'un financement de 425 000 EUR. Porté par le ministère de l'Éducation, avec l'Institut national de formation pédagogique (INFP), le ministère des Télécoms, la société Orange, et le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France, ce projet lancé en avril 2016 propose une formation à distance à 1 000 enseignants issus de 8 directions régionales de l'éducation nationale. Cette formation de 12 mois s'adresse aux nouveaux enseignants et permettra d'accéder, via des smartphones, à tous les modules de formation continue de l'INFP.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ **Ouganda : construction de 4 sous-stations électriques dans des parcs industriels**

L'*Uganda Electricity Transmission Company Limited* a confié à une entreprise chinoise, CAMC, la construction de 4 sous-stations électriques dans les parcs industriels de Luzira, Namamve, Mukono et Iganga. L'entreprise mettra également en place 38 km de lignes électriques de 132 KV pour relier les stations à des lignes de transmission existantes. Les travaux devraient durer 30 mois et coûter 100 M USD. Ils seront financés par l'*Exim Bank of China*, à un taux de 2,5 % par an et avec un délai de grâce de 3 ans. 85 % de cette somme sera dédiée à la construction et le reste servira à financer les indemnités d'expropriation.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : recommandation de la Banque mondiale sur le rendement des investissements dans les infrastructures**

Lors de la publication, lundi 6 juin 2016, du *7th Uganda Economic Update*, la Banque mondiale a souligné que l'Ouganda devait améliorer la gestion de ses investissements dans les infrastructures afin d'en augmenter les rendements. Ces dix dernières années, chaque shilling investi dans des projets d'infrastructures n'a généré que 0,7 shilling d'activité économique supplémentaire. Entre 2011 et 2016, seulement 55 % du budget ougandais consacrés aux infrastructures ont été décaissés, en raison de délais dans la réalisation, d'abandons de projets, de litiges contractuels ou de coûts plus élevés que prévus.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le nouveau Directeur général de l'AFD annonce la signature du troisième contrat de développement et de désendettement**

M. Rémy Rioux, Directeur général de l'AFD, a séjourné au Cameroun du 10 au 12 juin 2016. Au cours de cette visite, il a annoncé aux autorités camerounaises la signature du 3^{ème} C2D à la fin du mois en cours. Pour mémoire, le 3^{ème} C2D, qui sera le dernier, porte sur la période 2016-2025 pour un montant de 611,5 M EUR (400 Mds FCFA). Les secteurs de concentration du financement sont, d'une part l'agriculture, le développement rural et la transformation des produits agricoles et d'autre part l'aménagement urbain et les infrastructures.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature d'une convention de financement d'un montant de 30 Mds FCFA entre l'Etat camerounais et la banque belge Belfius**

Ce financement serait un prêt concessionnel garanti par l'Etat belge, d'une maturité de 12 ans, octroyé pour la réalisation par la société belge ASPAC Intl SPRL (mode clé en main), de la première phase du projet d'approvisionnement en eau potable du complexe industrialoportuaire de Kribi. La banque belge financerait la totalité du projet qui serait réalisé sur une durée de 3 ans. Le projet comprendrait la construction d'une station de traitement des eaux, d'un forage et d'une base de stockage d'une capacité de 200 m³ par jour.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Exim Bank of India ouvre un bureau régional à Abidjan**

Exim Bank of India, la banque indienne d'import-export, s'installe officiellement à Abidjan. L'accord de siège a été ratifié le 14 juin entre le PDG de l'institution bancaire et le ministre ivoirien des Affaires étrangères, en marge de la visite officielle du président indien dans le pays. Il s'agit de la troisième représentation de l'institution financière en Afrique, après celles de Johannesburg et d'Addis-Abeba et la première dans la zone francophone du continent. A ce jour, cette banque a octroyé cinq lignes de crédit d'un montant global de près de 139 M USD à la Côte d'Ivoire.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : l'UE subventionne la filière banane à hauteur de 5,5 M EUR**

L'UE a annoncé le 13 juin dernier la signature d'une convention de financement de 5,5 M EUR pour la réalisation d'investissements destinés à (i) l'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des ouvriers agricoles de la filière banane et (ii) à une meilleure gestion de l'empreinte écologique des plantations industrielles. Le financement servira également à mettre en place des systèmes de contrôle et des infrastructures de mûrissage, en vue de permettre au pays de produire des bananes de qualité, capables de trouver des débouchés sur le marché régional qui pourrait être une alternative au marché européen plus concurrentiel, avec notamment la banane sud-américaine particulièrement compétitive.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la chocolaterie Tafi veut lever 4,6 M EUR pour financer son projet d'extension

La chocolaterie à capitaux ivoiriens, Tafi, lancée en 2008, prépare une levée de fonds de 4,6 M EUR auprès des banques locales pour accroître ses capacités de production. La chocolaterie ambitionne d'augmenter sa production annuelle de produits semi-finis de 5 000 à 20 000 tonnes d'ici à 2020 et de produire des tablettes de chocolat dès 2017. Elle vise le marché ouest-africain. Pour mémoire, CEMOI est présent sur le marché ivoirien depuis mars 2015. Le groupe français y a ouvert sa première usine de fabrication de chocolat.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 5 M EUR pour la modernisation de l'aéroport de Bamako

Les travaux d'achèvement du projet de modernisation et d'extension (construction d'une nouvelle aérogare de 15 000 m², installation d'une ligne moyenne tension de 10,6 km et ajout de transformateur) de l'aéroport Modibo Keita de Bamako Sénou ont été confiés à l'entreprise chinoise *Sinohydro Corporation* pour un délai d'exécution de 5 mois et un montant de 5 M EUR. Cette somme, qui représente 21,45 % du montant du marché initial, sera apportée par le Fonds koweïtien, la Banque islamique de développement, le Fonds OPEP et le budget national. Pour mémoire, ce projet avait accusé un retard d'environ trois ans, en raison des événements de mars 2012.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : la France et l'UE apportent un appui de 38 M EUR à l'électrification rurale

La cérémonie de signature du projet PHARE (production hybride et accès rural à l'électricité) entre l'AFD et le Mali s'est tenue à Bamako le 9 juin en présence des ambassadeurs de France et de l'UE. Ce projet consiste à (i) convertir en systèmes hybrides solaire-diesel les groupes thermiques d'une soixantaine de localités rurales, à (ii) augmenter les capacités installées et à renforcer l'implication des acteurs privés qui exploitent ces centrales. Il est financé par un prêt souverain de 20 M EUR de l'AFD, une subvention de 18 M EUR du Fonds fiduciaire européen pour les infrastructures en Afrique, une contribution de 1 M EUR de l'État malien et une participation de 2 M EUR des exploitants privés maliens.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali: le FMI décaisse 27 M USD et proroge d'un an le programme Facilité élargie de crédit (FEC)

Le Conseil d'administration du FMI a conclu la cinquième revue du programme FEC avec le Mali. Sa décision permet le décaissement de 27 M USD pour le Mali, portant le total des décaissements dans le cadre de ce programme à environ 58 M USD. A la demande des autorités, le conseil a prorogé d'un an ce programme qui devait s'achever en décembre. Cette prorogation s'accompagne d'une augmentation de 85 M USD des ressources du programme, ce qui portera le montant total de l'accord à 139 M USD. Le conseil a également approuvé une demande de modification des critères de performance pour juin 2016, relatifs aux recettes fiscales brutes et au financement du gouvernement par les banques et les marchés financiers.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : projet de développement du champ transfrontalier Grand Tortue - Ahmeyim**

Le ministre mauritanien de l’Energie et du Pétrole et le ministre sénégalais de l’Energie et du Développement des énergies renouvelables ont eu un entretien téléphonique le 9 juin portant sur l’état d’avancement du projet de développement du champ transfrontalier Grand Tortue – Ahmeyim. Selon le communiqué officiel, les deux ministres se sont félicités du travail accompli par l’équipe mise en place conjointement et qui a permis aux deux gouvernements de se mettre d’accord sur le choix d’un site au large des côtes pour abriter les installations de traitement et de production du gaz à partir du champ transfrontalier Grand Tortue – Ahmeyim.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ *AfricaRice* s'inquiète des importations de riz « impropre à la consommation » en Afrique

L'*Africa Rice Center*, institution panafricaine de lutte pour la sécurité alimentaire et la rentabilité du secteur rizicole « appelle à la vigilance » concernant les importations massives de riz en provenance d'Asie, ses chercheurs ayant constaté que certains pays asiatiques enverraient en Afrique du riz de qualité « inférieure à la normale », à destination d'un marché qualifié de « peu exigeant ». Participant activement aux objectifs d'autosuffisance en riz pour l'Afrique à travers plusieurs centres répartis sur le continent, *AfricaRice* appelle les pays africains à privilégier le riz local, malgré son coût plus élevé. En 2015, les pays africains ont importé 11 millions de tonnes de riz.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : actualisation des prévisions de récolte pour les cultures estivales

Le département de l'Agriculture a publié ses prévisions actualisées pour la production de maïs pour la campagne 2016/2017, qui font état d'une production en baisse de 42 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années pour atteindre 7,2 Mt en raison de la gravité de la sécheresse qui a touché le pays. Les importations de maïs pourraient atteindre 3,3 Mt en 2016/2017. La prévision, concernant la récolte de tournesol, s'établit à 742 750 tonnes, soit une hausse de 12 % par rapport à 2014/2015 alors que la production de soja est en baisse de 32 %. Les importations de soja et de tournesol devraient s'élever respectivement à 265 000 t (+112 %) et 45 000 t (+25 %) sur 2016/2017.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Vasari Group va racheter le producteur sud-africain de vins et spiritueux KWV

Le fonds d'investissement britannique Vasari Group va racheter pour une valeur de 1,15 Md ZAR (67 M EUR) l'entreprise KWV Group, ancienne coopérative viticole d'Etat, aujourd'hui privatisée, qui compte parmi les principaux producteurs de vins et spiritueux en Afrique du Sud. KWV est aujourd'hui détenue à 57 % par le fonds d'investissement sud-africain HCI-Niveus. Ce rachat devrait permettre d'accélérer la croissance du groupe sud-africain, déjà présent dans une centaine de pays (en Afrique, Europe et Asie), et de mettre en œuvre la stratégie de montée en gamme du segment des spiritueux alors que les ventes de brandy ont diminué de moitié en 10 ans.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : reprise des exportations de bananes vers l'Europe

L'Angola, après 42 ans d'interruption, vient d'exporter un contingent de 17 t de bananes vers le Portugal. Ce retour de l'Angola sur le marché européen de la banane, bien que symbolique, illustre la renaissance de la filière « banane » qui, avec le manioc, est l'un des rares produits agricoles pour lesquels l'Angola est auto-suffisant. La production de bananes est la seconde production végétale du pays en valeur (920 M USD) avec un volume de 3,1 Mt pour une superficie de 126 000 ha en 2013. Sur les 5 dernières années, la production a connu une croissance annuelle de 12 %.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : un partenariat entre *RSA Market Agents* et *Wesgrow* pour changer l'image de la pomme de terre

Les distributeurs *RSA Market Agents* ont conclu un partenariat avec le leader sud-africain de la production de pommes de terre, *Wesgrow*. Une nouvelle offre de packs de pommes de terre de qualité va ainsi faire son entrée sur le marché sud-africain, basée sur une approche marketing moderne. Le concept est de changer l'image de produit basique, en offrant des pommes de terre d'excellente qualité au prix du marché. *Wesgrow* produit 65 % des semences de pommes de terre en Afrique du Sud. Sa stratégie vise à cibler toutes les catégories sociales, le secteur informel représentant 70 % de ses ventes.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Nigéria : l'UE étend l'interdiction de certaines exportations agroalimentaires

Le journal *The Nation* rapporte que l'Union européenne a étendu la date limite de la levée de l'interdiction de certaines exportations agroalimentaires nigérianes au-delà du 30 juin 2016 pour une période de 3 ans. Cette interdiction concerne : les haricots, les graines de sésame, la viande et le poisson séchés, les arachides et l'huile de palme. Selon l'UE, cette interdiction sera appliquée jusqu'à ce que les autorités nigérianes fournissent des garanties substantielles qu'un système officiel de contrôle des exportations soit mis en place avec efficacité pour s'assurer que les produits en question respectent les dispositions de la législation européenne relative aux denrées alimentaires.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Engie mobilise 588 M USD pour sa centrale de Kathu

La firme juridique Chadbourne & Parke LLP, second cabinet d'avocats le plus actif dans le monde en 2015 pour les projets d'énergies renouvelables selon IJGlobal, a annoncé qu'Engie a mobilisé 9,2 Mds ZAR (588 M USD) pour le développement du projet de construction de sa centrale solaire thermique à concentration (CSP) de 100 MW de Kathu. Les financements sont assurés par quatre banques commerciales locales : Rand Merchant Bank, Nedbank Capital, ABSA Capital, Investec et la Development Bank of South Africa. La centrale, qui devrait être opérationnelle au second semestre 2018, est le premier projet solaire à concentration pour le groupe Engie, co-actionnaire à 48,5 % du consortium en charge du projet.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : visite du représentant spécial du président de la République pour le partenariat nucléaire franco/sud-africain**

Dans le cadre du programme nucléaire sud-africain de 9 600 MW, le représentant spécial du président Hollande pour le partenariat nucléaire franco/sud-africain, Pascal Colombani, était en visite du 30 mai au 3 juin à Pretoria et Johannesburg pour valoriser l'offre française. Un appel à propositions (« RFP ») est attendu selon l'engagement pris par le président sud-africain en février. M. Colombani a fait valoir les atouts de la France en termes de technologie, de sécurité nucléaire, de développement de compétences et de localisation, auprès notamment de la ministre des PME, de l'opérateur Eskom et du centre de recherches Necsa.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le pays pourrait commencer à produire de l'or dès 2018**

La prospection menée depuis 2014 dans le cadre du Plan national de géologie PLANAGEO de cartographie des minerais, réalisée sur financements chinois par la société CITIC avec le concours d'entreprises comme le Français CGG, a permis de découvrir d'importants gisements d'or dans la province de Huila (sud de l'Angola). Le projet industriel prévu par la société des métaux précieux d'Angola, SOMEPA, en collaboration avec l'entreprise d'Etat FERRANGOL et plusieurs compagnies privées, représente un investissement de 280 M USD et n'attend plus que son permis d'exploitation pour être mis en œuvre.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : production relancée dans l'usine de gaz naturel Angola LNG dans la perspective des premières exportations**

Située à Soyo, l'usine d'exportation de gaz naturel Angola LNG a repris la production fin mai après un arrêt technique de plus de 2 ans et une première tentative de relance en janvier dernier, selon un porte-parole de Chevron. Les premières cargaisons destinées à l'export, prévues pour la mi-mai, sont cependant repoussées à juin. Le tanker de Sonangol Sambizanga LNG reste ancré dans l'embarcadère de l'usine pour réaliser de nouveaux tests. Chevron détient l'usine à 36,4 % avec Sonangol (22,8 %) et d'autres investisseurs parmi lesquels Total, BP et Eni.

✉ amilca.cabral@businessfrance.fr

▼ **Le Ghana va importer du gaz naturel liquéfié**

Le directeur de la *Ghana National Petroleum Corporation*, Alex Mould, a indiqué que le Ghana était actuellement en discussion avec des sociétés comme Qatargas, BP, Shell ou Woodside pour se fournir en gaz naturel liquéfié à compter du premier trimestre 2017. Environ 7 à 15 M de m³ de gaz par jour seraient nécessaires afin de compléter la production d'énergie au Ghana. Ainsi, deux projets de terminaux d'importation sont planifiés. La société norvégienne Golar LNG serait engagée dans la mise en place d'un terminal flottant dans le port de Tema tandis que la société israélienne Quantum Pacific serait intéressée par l'installation d'un second terminal.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le fonds *Energy Access Venture* investit 2 M USD dans la société d'énergie solaire PEG**

Le fonds *Energy Access Venture* a annoncé investir 2 M USD dans la société ghanéenne PEG, principal fournisseur d'énergie solaire au Ghana. La société PEG fournit près de 10 000 foyers ghanéens, possédant 29 centrales solaires dans 7 régions du pays. Pratiquant le prépaiement, PEG vise principalement les revenus bas ghanéens (1 à 6 USD par jour). *Energy Access Venture* est un fonds de 55 M EUR lancé en mars 2015 par Schneider Electric avec la BEI, Proparco, l'AFD et le DFID britannique, notamment. Ses investissements visent des PME actives dans la production et la distribution d'électricité en Afrique sub-saharienne, notamment dans les zones rurales.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : une nouvelle barge électrique va être livrée**

Une nouvelle barge électrique va être livrée par la société turque Karpowership, conformément à l'accord signé avec le distributeur ECG. Il s'agit de la seconde livraison, la première barge générant 225 MW ayant été livrée en fin d'année dernière. Cette nouvelle barge devrait à elle seule assurer la production des 450 MW déterminé par l'accord et devrait remplacer la précédente. Des travaux vont être engagés dans le port de Tema afin de permettre son installation.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Maurice : participation à la lutte contre la pêche illégale**

Maurice a signé, début juin, un accord avec la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne pour le renforcement de la lutte contre la pêche illicite dans l'Océan Indien. Pour la période 2016-2018, ce programme, coordonné par la COI, bénéficie d'une subvention de 1,5 M EUR de l'UE tandis que les pays participants (Etats membres de la COI + Kenya et Tanzanie) contribuent en cumulé à hauteur de 1 M EUR. Avec une production domestique annuelle de 280 000 tonnes de thon, l'Océan indien représente la 2^{ème} zone au monde pour cette ressource halieutique. Plus de 70 infractions majeures ont été enregistrées en 2015 dans la région.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Alstom en lice pour la fourniture de voitures pour le Gautrain**

Le comité exécutif de la province du Gauteng a annoncé que les soumissionnaires privilégiés dans le cadre du contrat de 3,5 Mds ZAR pour la fourniture de 48 voitures pour le Gautrain seraient désignés en novembre 2016. Sept entreprises ont été retenues à la suite d'un appel d'offres en janvier, dont Alstom, China South Rail, Siemens, Rouler DCD Stock et Bombardier, le fournisseur actuel, ainsi que deux entreprises locales, Transnet Engineering et Mizana. Le nouveau matériel roulant vise à répondre à la demande croissante (+26% sur un an) en particulier pendant les heures de pointe.

✉ chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : inauguration d'une nouvelle cimenterie à Owendo

Exploitée par l'entreprise marocaine Ciments de l'Afrique (CIMAF), la nouvelle cimenterie (centre de broyage et ensachage) inaugurée a nécessité un investissement de 176 Mds FCFA et devrait employer 200 personnes. Sa capacité de production annuelle de 500 000 tonnes de ciment pourra être augmentée jusqu'à 1 M de tonne, pour alimenter la demande intérieure en croissance du fait de la vigueur du secteur du BTP. Le ciment de la CIMAF est commercialisé sur le marché local à 5 000 XAF le sac de 50 kg.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ TiVi5 Monde, la chaîne des petits francophones, débarque en Afrique

Le 11 juin, TiVi5 Monde, la chaîne de TV5 Monde dédiée aux petits sera lancée en Afrique. Diffusée aux États-Unis depuis 2012, elle hébergera désormais des productions africaines et sera diffusée dans une quarantaine de pays d'Afrique. Programmes éducatifs, dessins animés, séries enfants et jeux, 100 % des programmes seront francophones. « Pour que les enfants fassent le choix du français, il faut soutenir cette langue en Afrique », explique Yves Bigot, directeur général de TV5 Monde. Les contenus déjà proposés par TiVi5 Monde aux jeunes Américains depuis 2012 ne vont pas changer, à une seule différence : 12 % des productions diffusées seront africaines.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Kenya : création d'une agence unique de régulation des services financiers

Le *National Treasury* a publié une loi organisant la création d'une agence unique de régulation du secteur financier, la *Financial Sector Authority* (FSA). Quatre agences existantes devraient ainsi fusionner : *Capital Market Authority* (CMA), *Retirements Benefits Authority* (RBA), *Insurance Regulatory Authority* (IRA) et *Sacco Societies Regulatory Agency* (Sasra). La FSA sera dirigée par un nouveau PDG, nommé par le conseil d'administration de FSA et le *Cabinet Secretary* du *National Treasury* pour une période de quatre ans renouvelables. L'objectif est de permettre une meilleure gestion des risques. La FSA devrait travailler en coordination avec la Banque centrale, chargée de la régulation du secteur bancaire et financier.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : fin de la mise sous tutelle de la banque BMIO

La Banque centrale des Seychelles a annoncé la fin de la mise sous contrôle de la Banque de Muscat International Offshore / BMIO. La gestion de l'établissement bancaire, dont la raison sociale est désormais *Al Salam Bank Seychelles*, a été transférée aux nouveaux actionnaires. Le capital d'*Al Salam Bank Seychelles* est aujourd'hui détenu à égalité par *Al Salaam Bank Bahreïn* (ASBB) et *Seychelles Pension Fund* (Caisse des Retraites). La Banque centrale des Seychelles avait pris le contrôle de BMIO en novembre 2014, alors qu'elle se trouvait en défaut de paiement et, pendant la période intérimaire, aucune transaction en devises étrangères n'a pu être réalisée.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : partenariat pour améliorer l'accès aux financements

Ecobank South Sudan, filiale du groupe togolais Ecobank, et Ivory Bank, plus importante banque commerciale au Soudan du Sud, ont établi un partenariat pour élargir leur présence sur le territoire. Ivory Bank offrira certains services aux entreprises pour le compte d'Ecobank, notamment les opérations en espèces et chèques, dans les zones où cette dernière n'a pas ouvert de succursales. En retour, Ecobank apportera un soutien technique à Ivory Bank sur les services clients et le contrôle interne. Les Nations unies ont choisi Ecobank pour le paiement de leurs contractants au Soudan du Sud.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Areva veut vendre son usine de dessalement d'eau au gouvernement

Areva Resources Namibia met en vente pour 200 M USD son usine de dessalement d'eau d'Erongo, à destination du gouvernement namibien qui éprouve des difficultés à fournir de l'eau à sa population et aux industries minières après quatre années consécutives de sécheresse. Construite par Areva pour alimenter sa mine d'uranium de Trekkopje en eau de mer traitée, l'usine de dessalement, la première en Afrique, a la capacité de fournir plus de la moitié des 50,4 millions de m³ d'eau, nécessaires au pays chaque année. Le gouvernement a déclaré vouloir examiner l'offre d'Areva, déjà déposée auprès de NamWater deux ans auparavant pour le même montant, et négocier une réduction du prix en cas d'achat de l'usine.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : la compagnie aérienne TAAG de retour sur le marché européen

L'agence de sécurité aérienne européenne EASA vient d'accorder au transporteur aérien national TAAG la licence OTC d'opérateur de pays tiers qui lui permet désormais de pouvoir opérer sur l'espace aérien des 32 Etats Membres ses derniers Boeings acquis, de types 77-200ER, 777-300ER et 737-700. Cette qualification de la compagnie, selon les normes de sécurité internationales, doit certainement beaucoup à l'accord de coopération stratégique de 5 ans passé par TAAG en 2014 avec la compagnie Emirates.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : MTN paiera une amende de 1,7 Md USD

La filiale de l'opérateur de téléphonie mobile sud-africain est parvenue à un accord avec les autorités nigérianes : elle paiera une amende de 1,7 Md USD sur 3 ans, soit le tiers de l'amende initiale (5,2 Mds USD), et s'engage à s'introduire sur le *Nigeria Stock Exchange*. Pour rappel, le groupe a été sanctionné en octobre 2015 par la NCC (*Nigerian Communications Commission*) pour ne pas avoir désactivé les cartes SIM de propriétaires non identifiés, une mesure prise pour lutter contre Boko Haram. Après plusieurs mois de négociations, cette entente sur une amende réduite a rassuré les investisseurs : l'action MTN a bondi de 13,2 % le 10 juin 2016, elle avait perdu un tiers de sa valeur depuis le début de l'affaire.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 1 400 salariés de banques de dépôt licenciés depuis le début du mois de juin**

Ecobank, Diamond Bank et Skye Bank ont respectivement licencié 1 040, 200 et 175 de leurs salariés. FBN Holdings (First Bank) prévoit également de licencier 1 000 personnes prochainement. Face aux menaces de grève des syndicats, et en réponse à la demande du gouvernement de suspendre les licenciements, les banques ont invoqué une situation économique difficile. En effet, d'après le quotidien *This Day*, en avril, le secteur a enregistré une baisse en g.a. du total des dépôts de 1,03 billion NGN (-5,6 %), ainsi qu'une augmentation du ratio de prêts non performants de 3,6 % à 10,1 %, bien au-dessus du ratio prudentiel de 5 %. Les profits hors taxe du secteur ont baissé de 10,8 % au T1 2016 en g.a.

✉ paulin.rousseau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Reprise de la banque *First International Bank Liberia* (FIBL) par le fonds d'investissement privé ghanéen *Ghana Growth Fund Company* (GGFC)**

La Banque centrale du Libéria vient d'approuver la reprise de la banque libérienne FIBL, filiale d'une holding non bancaire gambienne, elle-même propriété d'un conglomérat nigérian, par GGFC, un fonds d'investissement privé ghanéen, filiale de la holding ghanéenne Groupe Nduom (GN). En proie à de grandes difficultés financières, FIBL, 6^{ème} banque en termes d'actifs (21,5 M USD au 31 mars 2016), était en cessation d'activité depuis quelques mois. Le fonds d'investissement GGFC est déjà actif dans le secteur financier libérien à travers le *Liberian Enterprise Development Finance Company* (LEDFC), une institution financière spécialisée dans les financements aux PME.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : baisse marquée du trafic du port autonome de Pointe-Noire en 2015**

Selon le compte rendu de la session bilancielle 2016 du conseil d'administration du port autonome de Pointe-Noire (PAPN) qui s'est tenue le 27 mai, le trafic général a reculé de 19 859 Mt en 2014 à 16 359 Mt en 2015 (-17,6 %). Toutefois, malgré le contexte économique général morose au Congo, le port a vu son chiffre d'affaires, ainsi que le résultat net, augmenter respectivement de 8,06 % et 78,01 %. Du point de vue des investissements, les intervenants ont souligné la réhabilitation d'un quai et la modernisation des installations portuaires.

✉ arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : hausse de 14 % du chiffre d'affaires de la Compagnie ivoirienne d'électricité, filiale du groupe Eranove**

La Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) a réalisé pour l'exercice 2015 un chiffre d'affaires de 762 M EUR, en hausse de 14 % par rapport à 2014. L'excédent brut d'exploitation enregistre une hausse de 41 %. Cependant, le résultat net a reculé de 1 %, en raison de la hausse de l'impôt sur le résultat (20 %). La CIE compte distribuer un dividende brut global de 12,6 M EUR. Pour mémoire, la CIE est la filiale du groupe français Eranove, spécialisé dans les services d'électricité et d'eau en Afrique de l'Ouest. Ce groupe contrôle également, outre la CIE, la société ivoirienne de distribution de l'eau.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : MTN CI lève 213 M EUR pour accélérer ses investissements

L'opérateur de téléphonie mobile MTN CI a finalisé le 10 juin dernier, une levée de fonds de 213 M EUR pour accélérer ses investissements dans le pays. Cette somme a été mobilisée par dix banques ivoiriennes et les filiales d'Ecobank au Sénégal et au Togo. Le prêt a une maturité de sept ans, avec un taux d'intérêt d'environ 7 %. Ces ressources vont servir notamment à (i) amortir le coût de la licence de téléphonie globale dont le prix est récemment passé à 152 M EUR et (ii) financer des investissements dans les infrastructures. Pour mémoire, MTN est le deuxième opérateur de téléphonie mobile du marché, avec 7,9 millions d'abonnés (32,19 % du marché), après Orange.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : nominations au port autonome de Conakry

Touré Hawa Keita, précédemment secrétaire générale du ministère du Commerce, vient d'être nommée directrice générale du port autonome de Conakry en remplacement de Mamadouba Sankhon. Mama Aissata Haribot, précédemment conseillère juridique dudit port, a été nommée directrice générale adjointe. Le port autonome de Conakry est en plein essor. Le groupe Bolloré y a investi 153 M USD. Il a notamment installé en novembre 2015 deux portiques de dernière génération qui ont permis d'accroître la productivité du terminal conteneurs en doublant les cadences de manutention.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Start-up africaine de la semaine : Talent2Africa, un réseau social de recrutement

Talent2Africa, lancé en mai, se veut un réseau social de recrutement pour l'Afrique fondé sur la recommandation. Dans son viseur : la diaspora africaine en France, et au-delà. Le fondateur sénégalais Chams Diagne vise les 200 000 usagers d'ici cinq ans. Talent2Africa est encore à ses tout premiers pas. Mais la start-up compte atteindre la rentabilité dans un horizon de quatre ans. Elle se rémunérera sur les recrutements réalisés via sa plateforme, par une commission équivalant à 10 % du salaire brut annuel de la recrue. Elle se fixe un objectif de 100 000 euros de chiffre d'affaires pour son premier exercice et veut accélérer ensuite avec une application, puis à terme un développement vers l'Afrique de l'Est.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Botswana : la chaîne de distribution Choppies se développe au Kenya

La chaîne botswanaise de supermarchés Choppies continue son expansion en Afrique en rachetant 8 supermarchés de la chaîne kenyane Ukwala Supermarkets. Choppies possédait jusqu'alors 137 supermarchés en Afrique sub-saharienne, dont 78 au Botswana, 40 en Afrique du Sud, 28 au Zimbabwe et 1 en Zambie. La chaîne, qui a été introduite en bourse à Johannesburg en mai 2015, a pour objectif de posséder 200 magasins dans 6 pays d'ici la fin 2016. Avec un chiffre d'affaires de 530 M EUR en 2015 (+ 17 %), Choppies est la première enseigne de supermarchés en Afrique sub-saharienne après les 5 grandes enseignes sud-africaines (Shoprite, Pick'n'Pay, Massmart, Spar et Woolworths) et la 12^{ème} chaîne du continent.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : revirement de stratégie gagnant pour Pick n Pay

Les résultats financiers de Pick n Pay, publiés en juin, montrent que la stratégie mise en place depuis 2013 par Richard Basner, un ancien du groupe britannique Tesco, semble payer. Les profits ont augmenté de 22,3 % pour atteindre 1 Mds ZAR (environ 588 M EUR), tandis que la marge d'exploitation est passée de 1,9 % à 2,1 %. Le cours de l'action Pick n Pay a augmenté de 28 % au cours de l'année, dépassant celui de Shoprite en hausse de 4 %. R. Brasher a déclaré « Notre croissance est en ligne avec celle du marché, donc nous méritons notre part du marché. » 175 nouveaux magasins ont ouvert cette année sous les enseignes Pick n Pay ou Boxer, les deux principales marques du groupe.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Ghana : appel à manifestation d'intérêt pour l'instauration d'une compagnie aérienne nationale

Un appel à manifestation d'intérêt a été émis par le gouvernement ghanéen jusqu'au 24 juin afin de sélectionner comme partenaire un opérateur aérien d'expérience pour l'instauration d'une nouvelle compagnie aérienne nationale. Cela fait suite à l'étude de faisabilité conduite par le cabinet PwC, qui accompagne l'Etat ghanéen dans ce projet. Deux compagnies nationales ont existé successivement, Ghana Airways puis Ghana International Airlines, qui a fait faillite en 2010. Aujourd'hui, deux compagnies locales se partagent le marché domestique, Africa World Airlines et Starbow.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un résultat mitigé pour l'opération de placement des obligations du Trésor détenues par la SONARA

Sur l'ensemble des obligations du Trésor détenues par la SONARA et placées à la *Douala Stock Exchange*, seulement un peu plus de la moitié a été servie. L'opération a cependant fait l'objet de nombreuses demandes de la part des 8 prestataires de service d'investissement retenus. Pour une partie des obligations non servies, les prestataires requéraient que les titres soient admissibles en refinancement à la BEAC et pour l'autre, la valeur du titre proposée était inférieure à la valeur faciale exigée, soit 1 M FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Les parlementaires sollicités pour secourir ECAir

La société de bourse La Financière, arrangeur de l'emprunt obligataire d'Equatorial Congo Airlines (ECAir) de 60 Mds FCFA (91,4 M EUR) sur le marché financier d'Afrique centrale, a organisé le 9 juin à Brazzaville une journée de sensibilisation à l'endroit des parlementaires congolais pour les convaincre de souscrire à cet emprunt. Les députés et sénateurs, qui se sont montrés sceptiques quant au succès de l'opération, ont souhaité « étudier d'abord la question avant de s'engager ». Lancé en mars 2016, l'opération baptisée « ECAir 6 % brut 2016-2021 » devrait prendre fin le 21 juin. ECAir, qui dispose d'une flotte de 7 avions dont 6 seraient actuellement en révision, a été contrainte de suspendre ses vols nationaux et plusieurs vols internationaux.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : baisse du chiffre d'affaires de la COMILOG malgré une production en hausse

Le conseil d'administration de la COMILOG du 7 juin dernier a déclaré un chiffre d'affaires de 308 Mds FCFA, en baisse de 10 % par rapport à 2014, et une perte de 43 Mds FCFA, en augmentation de 59 % dans un contexte où les prix du manganèse sont au plus bas depuis 15 ans. Néanmoins, la production de la COMILOG pour l'année 2015 croît de 11 % à 3,9 M de tonnes, de même que le volume des ventes qui gagne 9 %.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ Airbus dévoile ses ambitions africaines

Le groupe français Airbus SAS, filiale du conglomérat européen Airbus Group, envisage de doubler ses ventes annuelles sur le continent dans les dix à vingt prochaines années, en passant de 25 avions en moyenne aujourd'hui à 50. C'est ce qu'a dévoilé une délégation du groupe lors de son passage à Abidjan, en Côte d'Ivoire. La stratégie d'Airbus tient compte du potentiel de l'aérien en Afrique et des perspectives de développement du transport intra-africain, aujourd'hui très faible. Selon les statistiques du constructeur européen, l'Afrique aura un besoin d'environ 1 120 avions neufs d'ici vingt ans. Aujourd'hui, Airbus revendique la position de leader du marché africain avec une part de marché de 65 % sur les avions de plus de 100 sièges, devant l'américain Boeing.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Distribution : le groupe Casino s'allie à Money to Goods au Sénégal

Après le développement d'une plateforme d'e-commerce en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Cameroun, Casino se lance dans le *cash to goods* au Sénégal, services qui permettent aux diasporas de régler directement des dépenses alimentaires, de santé ou encore de scolarité pour des proches restés sur le continent. D'après les informations de Jeune Afrique, le président de la start-up française Money to Goods, a signé un accord exclusif avec le directeur général de Casino Sénégal. Il prévoit que les 7 supermarchés de l'enseigne au Sénégal deviendront les seuls représentants de la grande distribution sur la place de marché en ligne, et s'ajouteront aux 100 petits détaillants démarchés au Sénégal par la douzaine de commerciaux de Money To Goods.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CARNET ET AGENDA

▼ Ghana : visite officielle du président indien les 12 et 13 juin

Effectuant une tournée africaine, le président indien Pranab Mukherjee a visité le Ghana les 12 et 13 juin 2016. Lors de cette visite, le président a rappelé l'importance des liens entre les deux pays, notamment économiques, souhaitant une augmentation des échanges bilatéraux Inde-Ghana de 3 à 5 Mds USD d'ici à 2020. Il a également confirmé l'annonce faite lors du dernier sommet Inde-Afrique (octobre 2015) que le continent africain allait pouvoir bénéficier d'une facilité de crédit de 10 Mds USD au cours des 5 prochaines années, en complément de 7 Mds USD déjà engagés. Le Ghana a été officiellement nommé comme bénéficiaire de ce prêt concessionnel, dans le cadre de projets bilatéraux et régionaux à venir, notamment dans le secteur agricole.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : visite officielle du président indien Pranab Mukherjee

Le président indien Pranab Mukherjee a entamé le 14 juin, une visite officielle de 48 heures en Côte d'Ivoire. L'enjeu pour la Côte d'Ivoire est de se trouver un nouveau partenaire pour notamment développer son secteur des TIC et transformer ses matières premières agricoles (la noix de cajou notamment). L'Inde est le septième fournisseur de la Côte d'Ivoire (335 M EUR d'exports en 2015, céréales, produits pétroliers et médicaments) et son huitième client (446 M EUR en 2015, noix de cajou). En marge de cette visite, un forum économique ivoiro-indien s'est tenu le 15 juin. L'objectif de ce forum est rapprocher les secteurs privés des deux pays autour des opportunités qu'offre notamment le marché ivoirien.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

